

CENTRE PENITENTIAIRE DU MUY (83)

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

PRESTATION DE SUIVI ECOLOGIQUE POUR L'AMENAGEMENT ET LA CONSTRUCTION DU FUTUR ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Contenu

1.	Objet de l'opération et du marché.....	3
1.1	Objet de l'opération	3
1.2	Objet du présent marché.....	5
1.3	Positionnement de l'écologue.....	5
2.	Missions confiées a l'écologue	5
2.1	Description des missions.....	5
2.2	Missions d'assistance à la maitrise d'ouvrage pour la rédaction et le dépôt de demandes d'autorisations administratives.....	7
2.2.1	Mission MTF1 : Réalisation du dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées.....	7
2.2.2	Mission MTO1 : Réalisation de l'état initial des sites de compensation préalablement identifiés par le maître d'ouvrage	9
2.2.3	Mission MTO2 : Réalisation d'une proposition de plan d'exécution et de gestion des sites de compensation.....	9
2.2.4	Mission MTO4 : Réalisation d'un dossier supplémentaire de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées	10
2.3	Missions d'assistance à la maitrise d'ouvrage pour le suivi écologique des différentes prestations de travaux à réaliser sur la parcelle.....	10
2.3.1	Mission MTF2 : Assistance à la maitrise d'ouvrage pour le suivi écologique des différentes prestations de travaux à réaliser sur la parcelle	10
2.3.2	Mission MTF3 : Prestations spécifiques à la charte chantiers faibles nuisances.....	11
2.3.3	Mission MT03 : Assistance à la maitrise d'ouvrage pour le suivi écologique des éventuels travaux de fouilles archéologiques	12
3.	Annexes	13

1. OBJET DE L'OPERATION ET DU MARCHÉ

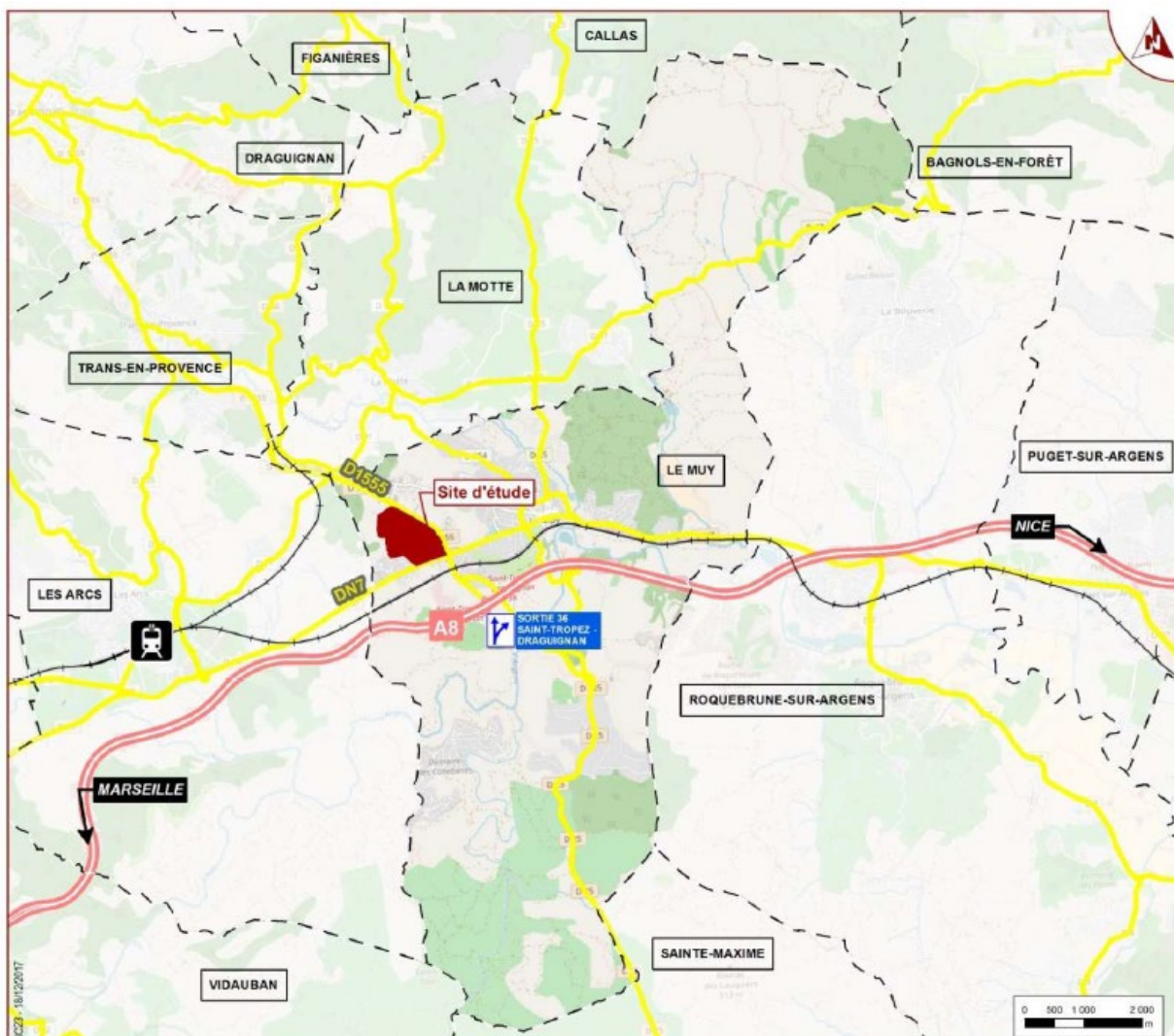
1.1 Objet de l'opération

L'APIJ (Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice) a pour mission, pour le compte du ministère de la justice et de ses établissements publics, de réaliser toute étude et analyse préalable relative aux investissements immobiliers du patrimoine du ministère de la justice.

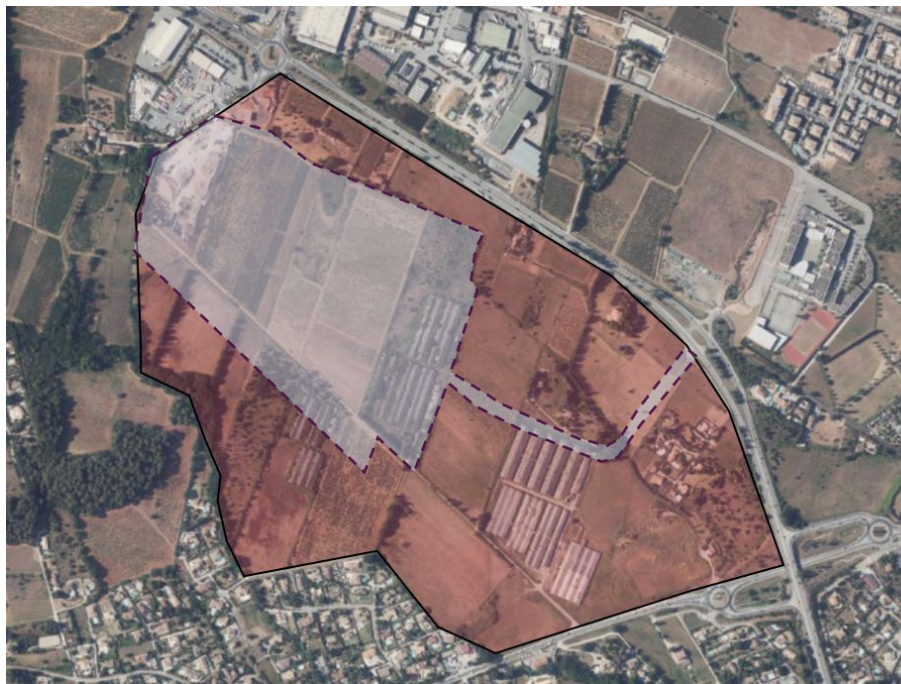
Il a été confié à l'APIJ, la construction d'un nouvel établissement pénitentiaire de 650 places sur la commune du Muy (83). Le site choisi pour aménager ce nouvel établissement est implanté à l'ouest de la commune, à proximité d'un hameau dénommé « Le Collet Redon » et dont les parcelles font par ailleurs l'objet d'un projet d'aménagement d'une nouvelle zone d'activité (dite « Arcs Sud ») porté par les collectivités locales.

Le terrain alloué au projet pénitentiaire est actuellement occupé par une entreprise de stockage de matériaux (S.A.S Pasini), des exploitations agricoles et viticoles, ainsi que par quelques bâtiments et parcelles en friche. Le projet prend en compte également la création d'une voie d'accès depuis la Route Départementale (RD) 1555 vers le domaine pénitentiaire.

La surface totale du périmètre de Déclaration d'Utilité Publique du projet (DUP) est d'environ 26 hectares, futur domaine pénitentiaire et voie d'accès compris.



Plan de situation du projet de centre pénitentiaire du Muy (source EGIS)



Périmètre de DUP du projet de centre pénitentiaire du Muy

La réalisation de ce projet se fera au moyen d'un marché public global sectoriel à tranches pour la conception, la réalisation et l'aménagement de l'établissement pénitentiaire, dont le montant estimé est de 136,5 M€ HT (date de valeur janvier 2025). Il sera attribué à un groupement à l'issue d'une procédure concurrentielle avec négociation.

Le calendrier prévisionnel de l'opération prévoit une notification du groupement et le lancement des études de conception en fin d'année 2025.

La maîtrise d'œuvre est assurée par un membre du groupement titulaire du marché de conception et réalisation.

Le marché comprend pour information les délais prévisionnels et missions suivants :

- La phase de conception dure au minimum 12 mois ;
- La phase de réalisation dure au minimum 24 mois hors OPR (2 mois), et selon le déroulement des missions décrites ci-après :
 - M0 - PRE – Etudes préliminaires : Mise au point du processus BIM
 - M1 - APS – Mise au point de l'Avant-Projet Sommaire remis lors de la consultation
 - M2 - ADM – Demandes d'autorisations administratives
 - M3 - APD – Avant-Projet Définitif
 - M4 - PRO – Études de Projet
 - M5 - EXE – Études d'exécution et cellule de synthèse
 - M6 - VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux
 - M7 - TRVX – Réalisation des travaux
 - M8 - AOR – Assistance aux opérations de réception
 - M9 - MOB - Mobilier
 - M10 - SIGN – Signalétique
 - M11 – QEB – Mission Qualité Environnementale des Bâtiments
 - M12 – GPA – Suivi de la GPA
 - M13 – ENV – Mesures environnementales
 - M14 – DEP-DEM – Dépollution et démolition

1.2 Objet du présent marché

Dans le cadre du projet de construction du Centre Pénitentiaire du Muy (83), le pouvoir adjudicateur doit s'engager à mettre en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur l'environnement et les espèces protégées, via des autorisations administratives à obtenir auprès des services instructeurs de l'Etat. Une demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées doit notamment être déposée auprès des services de la DREAL dans le cadre de ce projet. Le pouvoir adjudicateur peut également être amené à devoir identifier des sites de compensations et à en proposer des plans d'exécution et de gestion.

Par ailleurs, les entreprises et opérateurs qui auront la tâche de réaliser les travaux sur site (titulaire du marché de conception et réalisation, diagnostiqueurs, service archéologique... etc.) devront s'engager à souscrire à l'ensemble des mesures précisées dans les arrêtés à obtenir par le pouvoir adjudicateur. Ils devront également s'atteler au respect de la « charte faibles nuisances » imposée par l'APIJ au sein de ses marchés de travaux.

Le présent marché a pour objet l'ensemble des prestations concourant à une assistance technique du pouvoir adjudicateur pour le suivi écologique des enjeux relatifs à l'environnement dans le cadre de la construction du Centre Pénitentiaire du Muy.

Le titulaire du marché sera nommé « Ecologue » et sa mission doit permettre au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la réalisation d'un projet respectueux de l'environnement.

1.3 Positionnement de l'écologue

Les marchés publics passés par l'APIJ utilisent le terme « le maître de l'ouvrage ou son représentant » pour la plupart des actes de gestion du marché correspondant.

La représentation institutionnelle du maître de l'ouvrage dans le cadre de ces marchés est assurée par le directeur général de l'APIJ, et les agents de l'APIJ auxquels il aura délégué sa signature. Tout acte tendant à modifier les conditions contractuelles de ces marchés (dispositions relatives à la définition des prestations, du prix, du délai, du financement...) relève de la représentation institutionnelle du maître de l'ouvrage.

La représentation opérationnelle du maître de l'ouvrage dans le cadre des marchés passés par l'APIJ concernant l'opération du Muy est assurée par les agents de l'APIJ eux-mêmes, dans le cadre de leurs attributions, assistés par l'écologue. Toute procédure de gestion de ces marchés, dans le cadre des dispositions contractuelles arrêtées, relève de la représentation opérationnelle du maître de l'ouvrage. A ce titre, l'écologue est reconnu représenter le maître de l'ouvrage, dans les conditions prévues par le présent marché ou amendées d'un commun accord.

2. MISSIONS CONFIEES A L'ECOLOGUE

2.1 Description des missions

Le marché est structuré autour d'une tranche ferme et de quatre tranches optionnelles, contenant chacune des missions spécifiques et dont la description est la suivante :

- **Tranche ferme (TF) :**
 - Mission MTF1 : Réalisation du dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées ;
 - Mission MTF2 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique des différentes prestations de travaux à réaliser sur la parcelle ;
 - Mission MTF3 : Prestations spécifiques à la charte chantiers faibles nuisances ;

- **Tranche optionnelle n°1 (TO1) :**
 - Mission MTO1 : Réalisation de l'état initial des sites de compensation préalablement identifiés par le maître d'ouvrage ;
- **Tranche optionnelle n°2 (TO2) :**
 - Mission MTO2 : Réalisation d'une proposition de plan d'exécution et de gestion du (ou des) site(s) de compensation ;
- **Tranche optionnelle n°3 (TO3) :**
 - Mission MTO3 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique des éventuels travaux de fouilles archéologiques ;
- **Tranche optionnelle n°4 (TO4) :**
 - Mission MTO4 : Réalisation d'un dossier supplémentaire de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées ;

La mission de l'écologue se construit autour de deux axes principaux :

1. **Assistance pour la rédaction et le dépôt de demandes d'autorisations administratives**
2. **Assistance pour le suivi écologique des différentes prestations de travaux à réaliser sur la parcelle ;**

Ainsi, l'écologue aura pour principaux objectifs de :

- Assister la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées ;
- Réaliser pour la maîtrise d'ouvrage l'état initial de sites de compensation, ainsi que la proposition de plan d'exécution et de gestion ;
- Accompagner la maîtrise d'ouvrage sur les sujets liés aux démarches environnementales lors de toutes les phases du projet ;
- Alerter la maîtrise d'ouvrage lors d'éventuelles dérives de l'opération par rapport aux engagements environnementaux ;
- Participer aux réunions avec les services de l'Etat visant à présenter et à suivre la mise en œuvre des mesures environnementales ;
- Assister la maîtrise d'ouvrage pour veiller à la bonne application de la charte chantiers faibles nuisances de l'APIJ ;
- Assister la maîtrise d'ouvrage pour veiller au respect de ses engagements au titre de la dérogation relative aux espèces protégées à obtenir ;
- Assurer un suivi rigoureux et documenté de la réalisation du bâtiment, rendant compte des conditions de déroulement du chantier.

Ces missions sont détaillées dans la suite du document.

Au titre de son marché le titulaire s'engage également :

- Participer à toutes les réunions et tous les entretiens nécessaires au bon déroulement de sa mission. Les documents préparés par l'écologue doivent faire l'objet d'une validation par le pouvoir adjudicateur avant diffusion. Les réunions se dérouleront majoritairement au Kremlin-Bicêtre et en visio-conférence lors de la phase conception, et au Muy et/ou en visio-conférence lors de la phase réalisation. L'écologue devra rédiger les compte-rendus de chacune de ces réunions ;
- Réaliser une visite de chantier mensuelle à compter du démarrage des opérations de travaux sur site. Chaque visite sera suivie de la rédaction et de la transmission d'un compte-rendu au pouvoir adjudicateur sous 1 semaine. Ces compte-rendus devront permettre de vérifier la bonne exécution des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi décrites dans le dossier de dérogation espèces protégées et le respect des prescriptions de l'arrêté relatif à la dérogation espèces protégées.

2.2 Missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la rédaction et le dépôt de demandes d'autorisations administratives

2.2.1 Mission MTF1: Réalisation du dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées

Cette mission consiste en la réalisation du dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées (dossier CNPN) conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, et notamment l'arrêté du 19 février 2007 fixant le contenu du dossier de demande de dérogation. Ce dossier sera à constituer notamment à partir des conclusions du Volet Naturel d'Etude d'Impact (VNEI) fourni en annexe, réalisé entre 2023 et 2025.

De manière général, et ce pour toutes les phases exposées ci-dessous, l'écologue est tenu d'assister à toute réunion initiée à la demande de la maîtrise d'ouvrage ou des services instructeurs, et de participer à la préparation des supports de présentation nécessaires à ces réunions.

Phase 1 - Recueil des données complémentaires

L'écologue a à sa charge de recueillir toutes les données complémentaires utiles à apprécier de façon exhaustive les qualités du site. Il s'appropriera notamment le VNEI fourni par le maître d'ouvrage.

Phase 2 - Constitution des versions intermédiaires du dossier de dérogation espèces protégées

Sur la base des renseignements recueillis en phase 1, l'écologue réalisera une première version exhaustive du dossier de dérogation espèces protégées, au format « minute ». Cette version sera remise dans les délais contractuels prévus à l'annexe n°1 du CCAP.

Les versions intermédiaires serviront de support à des réunions de coordination avec le maître d'ouvrage, afin d'apporter les précisions nécessaires pour que le dossier ne souffre d'aucune lacune technique ou réglementaire, ou de mettre à jour les données si elles ont été renouvelées entre temps.

Une version intermédiaire du dossier de dérogation espèces protégées pourra être soumise pour une préanalyse des services instructeurs (DDTM 83, Service d'urbanisme préfecture ... etc.) et l'écologue sera tenu d'assister à la demande du maître d'ouvrage aux réunions avec les services instructeurs.

Phase 3 – Constitution d'une version définitive

Sur la base de la version validée par le maître d'ouvrage et des résultats des réunions de coordination organisées avec les services instructeurs, l'écologue élaborera une version, en principe définitive. Cette version sera remise dans les délais contractuels prévus à l'annexe n°1 du CCAP.

Il est précisé que la vérification de cette version n'est supposée engendrer que des modifications marginales (vocabulaire trop technique, orthographe, syntaxe, mise en page, ... etc.), et que ce dossier se veut déjà complet. Il ne saurait être relevé des lacunes d'information importantes à ce stade de l'étude.

Après validation par le maître d'ouvrage, les corrections seront réalisées.

Phase 4 – Finalisation du dossier

Les services instructeurs vont analyser la version définitive du dossier et pourront émettre des remarques, questions ou demandes de corrections. L'écologue y apportera les réponses sous forme de

note ou de mémoire et effectuera la mise à jour du dossier si nécessaire. A la demande du maître d'ouvrage, l'écologue assistera aux réunions demandées par les services instructeurs.

Phase 5 – Instruction du dossier et obtention de l'arrêté préfectoral

L'écologue est tenu d'accompagner le maître d'ouvrage jusqu'à obtention de l'arrêté de dérogation d'espèces protégées et d'apporter les compléments demandés à la suite des relectures faites par les services instructeurs. L'écologue accompagnera le maître d'ouvrage lors de la participation du public par voie électronique (PPVE) afin de répondre à des éventuelles questions posées.

Livrables

Le dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces à remettre comportera plusieurs parties nécessaires à la bonne compréhension du projet et de ses impacts par les services instructeurs (liste non limitative) :

- Une présentation du projet ;
- Un argumentaire ciblé sur les espèces (monographie scientifique), leurs populations, leurs enjeux locaux de conservation et leur état de conservation dans la petite région naturelle considérée ;
- Une quantification et une qualification des menaces aux échelles locale, régionale, nationale et mondiale ;
- Une synthèse, appuyée par une cartographie descriptive, sur la vulnérabilité du ou des éléments protégés ;
- Une réflexion poussée sur les effets cumulés ;
- Une analyse des impacts bruts (temporaires/permanents, positifs/négatifs, directs/indirects) et un rappel des mesures d'atténuation proposées ;
- Une mise en œuvre de la séquence Eviter – Réduire – Compenser (ERC) sous forme de fiches, la classification des mesures selon le guide d'aide à la définition des mesures ERC du Commissariat général au développement durable (CGDD) et les modalités de suivis de ces mesures en phase travaux et le cas échéant pendant la période de fonctionnement de l'établissement ;
- Une analyse des impacts résiduels considérant la bonne mise en application des mesures d'évitement et de réduction d'impacts ;
- Les mesures prises par le maître d'ouvrage et ses principaux engagements compensatoires, avec une annexe financière évaluant en détail les engagements pris ;
- Une définition des mesures compensatoire qui doit permettre de respecter les éléments suivants :
 - Equivalence fonctionnelle écologique : proposition de restauration qui apporte une réelle plus-value en termes de biodiversité et fonctions restaurées identiques aux fonctions détruites ;
 - Recherche d'additionnalité et absence de substitution à des programmes en cours ;
 - Faisabilité et pérennité des mesures compensatoires pour un futur gestionnaire : acceptabilité locale, adaptation des outils contractuels éventuellement utilisés.
- Le rapport final sera fourni en version informatique (Word et PDF) et communiqué par voie électronique. Aucune impression n'est prévue dans cette prestation. Les versions reprises devront être transmises en « mode suivi des modifications » et/ou avec les éléments complémentaires mis en évidence (code couleur ou surlignage).

2.2.2 Mission MTO1 : Réalisation de l'état initial des sites de compensation préalablement identifiés par le maître d'ouvrage

Cette mission consiste en la réalisation de l'état initial des sites de compensation préalablement identifiés par le maître d'ouvrage. Etant donné que le nombre de terrains de compensation n'est pas quantifiable au moment de la rédaction du présent marché, les candidats sont informés d'un besoin compensatoire de 82,20 hectares pour le projet du Centre Pénitentiaire du Muy (cf. VNEI).

La mission démarrera à partir du moment où le(s) site(s) de compensation sera(ont) identifié(s) par la maîtrise d'ouvrage.

Détail de la mission

La maîtrise d'ouvrage est en cours d'identification des terrains de compensation dont l'état initial nécessite d'être vérifié. Les investigations sur site comprendront à minima un passage botaniste et deux passages fauniste (diurne et nocturne) par site de compensation.

Livrables

- Les informations générales sur le secteur de compensation : localisation des secteurs concernés, contexte écologique local, aspects fonciers, milieu physique et usage actuel du territoire ;
- Principes de la compensation écologique : objectif général, contexte historique et action de gestion à mettre en œuvre ;
- Méthodes d'inventaire de l'état zéro : recueil des données existantes, protocoles des inventaires de terrain, liste des intervenants lors de l'étude de terrain ;
- L'état initial des parcelles de compensation « état zéro » ;
- Les différents documents seront fournis en version informatique (Word et PDF) et communiqués par voie électronique. Aucune impression n'est prévue dans cette prestation. Les versions reprises devront être transmises en « mode suivi des modifications » et/ou avec les éléments complémentaires mis en évidence (code couleur ou surlignage) ;

2.2.3 Mission MTO2 : Réalisation d'une proposition de plan d'exécution et de gestion des sites de compensation

Cette mission consiste en la réalisation d'une proposition de plan d'exécution et de gestion du (ou des) site(s) de compensation, dont l'état initial a été produit dans le cadre de la mission MTO1.

Détail de la mission

Le plan d'exécution et de gestion porte sur les mesures concrètes qui seront mises en œuvre sur les sites de compensations, à l'appui de l'état initial réalisé avec la mission MTO1. Ce plan de gestion concernera toute la durée réglementaire de l'arrêté de dérogations espèces protégées (DEP) et devra proposer des actualisations si nécessaire.

Livrables

- L'ensemble des informations compilées au sein de l'état initial des sites compensatoires ;
- La définition des mesures compensatoires : les mesures de gestion et les mesures d'encadrement de la compensation, calendrier et budget prévisionnel ;
- Les suivis écologiques à mettre en place : protocoles de suivi, calendrier et budget prévisionnel ;
- La synthèse des mesures compensatoires ;
- Les différents documents seront fournis en version informatique (Word et PDF) et communiqués par voie électronique. Aucune impression n'est prévue dans cette prestation. Les versions

reprises devront être transmises en « mode suivi des modification » et/ou avec les éléments complémentaires mis en évidence (code couleur ou surlignage) ;

2.2.4 Mission MTO4 : Réalisation d'un dossier supplémentaire de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées

Cette mission consiste en la réalisation d'un dossier supplémentaire de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées (dossier CNPN) conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et notamment à l'arrêté du 19 février 2007 fixant le contenu du dossier de demande de dérogation). Ce dossier sera à constituer notamment à partir des conclusions du Volet Naturel d'Etude d'Impact (VNEI), réalisé entre 2023 et 2025.

Ce dossier supplémentaire, décorrélé de celui prévu à la mission MTF1, permettra éventuellement l'anticipation de certaines interventions sur site, comme par exemple la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive.

Les différentes phases et les livrables restent les mêmes que ceux exposés au chapitre 2.2.1 du présent CCTP.

2.3 Missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique des différentes prestations de travaux à réaliser sur la parcelle

2.3.1 Mission MTF2 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique des différentes prestations de travaux à réaliser sur la parcelle

Cette mission consiste à assister la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique des entreprises qui seront recrutées pour les différentes opérations de travaux liés à l'aménagement du futur centre pénitentiaire, et ce, en lien avec les données de la dérogation espèces protégées (DEP) et le respect des mesures ERC à appliquer.

Ces entreprises pourront être des prestataires en charge d'études préalables, des diagnostiqueurs, des opérateurs régionaux ou de l'Etat (diagnostic et fouilles archéologiques) et les entreprises membres du groupement de conception et réalisation du futur Centre Pénitentiaire.

Détail de la mission :

Au-delà des travaux d'aménagement du futur centre pénitentiaire, la maîtrise d'ouvrage a déjà connaissance de plusieurs actions à réaliser sur site préalablement à la construction proprement dite. Ces actions ne pourront démarrer qu'à compter de l'obtention de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet, de la maîtrise foncière des terrains et de l'obtention de l'arrêté de DEP (mission MTF1).

A ce stade de l'opération, les différentes actions à mener sur site qui nécessiteront un encadrement écologique via la présente mission sont les suivantes (dans l'ordre chronologique) :

1. Mise en œuvre des mesures ERC ;
2. Défrichage du terrain d'assiette du projet pénitentiaire et de sa voie d'accès ;
3. Dépollution des terrains ;
4. Dépollution de bâtiments existants à démolir (désamiantage, déplombage ... etc.) ;
5. Démolition de bâtiments existants ;
6. Réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive ;
7. Réalisation et aménagement du futur centre pénitentiaire et de sa voie d'accès ;

Il est précisé que le montage contractuel de ces différentes opérations n'est pas encore déterminé à ce stade. Il se peut néanmoins que certaines actions soient réunies au sein d'un même marché.

La mission comprendra notamment le suivi des mesures ERC mise en place suite à l'arrêté de DEP obtenu préalablement (mission MTF1), et ce pendant toute la durée des différentes opérations de travaux précitées.

Livrables

Pour chacune des opérations listées ci-dessus, il est attendu de la part du titulaire les livrables suivants :

- Mise en place et tenu d'outils de suivi des mesures ERC à partager avec les maitres d'œuvre et entreprises qui auront la charge de ces travaux ;
- Réunions de présentation et de sensibilisation par rapport aux enjeux écologiques avant le démarrage des travaux sur site ;
- Balisage numérique sur une cartographie validée avec les entreprises des zones sensibles sur le plan écologique (zones à préserver) ;
- Suivi de chantier dans le but d'accompagner et de sensibiliser au mieux les entreprises par rapport au respect des mesures préconisées sur le plan écologique ;
- Réalisation de visites de chantier inopinées et rédaction des comptes-rendus associés ;
- Participation aux réponses à apporter aux sollicitations des services instructeurs (Préfecture, DREAL ... etc.) ;

2.3.2 Mission MTF3 : Prestations spécifiques à la charte chantiers faibles nuisances

Détail de la mission :

Dans le cadre du présent marché, l'écologue devra s'assurer du respect et de la mise en œuvre de la charte chantier faibles nuisances de la part des entreprises et des différents opérateurs devant intervenir sur le site du projet. Ces acteurs auront à charge de compléter et signer la charte faibles nuisances de l'APIJ.

En phase amont, l'écologue devra vérifier la complétude du document, en particulier son adéquation avec les autres documents relatifs au marché, dont l'arrêté relatif à la dérogation espèces protégées.

En phase de réalisation, c'est bien la mise en œuvre des engagements de la charte chantier faibles nuisances qui devra faire l'objet du suivi et de l'analyse de l'écologue.

A noter que cette mission pourra concerner aussi les actions à réaliser dans le cadre de la mission MTO3 - Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique des éventuels travaux de fouilles archéologiques.

Cette mission se déroulera en trois phases dissociées.

Phase 1 – analyse de documents

Les intervenants sur site, et notamment le groupement en charge du marché de conception et réalisation du centre pénitentiaire, doit rédiger ou produire un certain nombre de documents selon un calendrier qui aura été défini en accord avec l'écologue. Ce-dernier devra s'assurer de la bonne prise en compte de ses remarques lorsque les entreprises lui délivreront une version revue et corrigée de chacun des documents ayant fait l'objet d'observations.

Sans que cette liste ne soit limitative, la phase 1 couvre les documents dus au titre des articles suivants de la Charte Chantier Faibles Nuisances :

- Article 2.2.2 *Pièces à fournir*, dont le plan de prescriptions environnementales, le planning des nuisances, les supports d'information et de communication, les fiches sanitaires, le rapport mensuel ainsi que le carnet de bord chantier à faibles nuisances ;
- Article 4.3 *Consommation d'énergie et de fluides*. L'écologue s'assurera de la transmission hebdomadaire des relevés des consommations en eau et en électricité ;
- Article 5 *Gestion et collecte sélective des déchets*, dont le schéma d'organisation, de gestion et d'évacuation des déchets et les bordereaux de suivi d'évacuation des déchets.

Phase 2 – suivi des mesures de communication

Les entreprises doivent s'engager à communiquer certaines informations par des canaux définis par la charte chantier faibles nuisances en phase préparation de chantier. L'écologue a pour mission de s'assurer de la bonne mise en œuvre de ces canaux d'information.

Sans que cette liste ne soit limitative, la phase 2 couvre les dispositifs informatifs suivants :

- Article 2.3.1, *Informations des riverains* ;
- Article 2.3.2, *Informations des intervenants* ;
- Article 2.3.3, *Obligation de signalétique environnementale du chantier*.

Tout manquement des entreprises à leurs engagements en termes de communication doit immédiatement être signalé par l'écologue au pouvoir adjudicateur.

La constatation par l'écologue de la bonne mise en œuvre de ces mesures de communication se fera de façon mensuelle via le compte-rendu de visite de chantier.

Phase 3 – vérification de la mise en œuvre des mesures de limitation des nuisances et pollutions

L'objectif premier de la charte chantiers faibles nuisances est d'engager les entreprises sur la limitation des impacts de leur chantier sur son environnement et ses riverains. A ce titre, un certain nombre de mesures de limitation doit être mis en œuvre, qui peuvent par ailleurs être liées à celles de l'arrêté de dérogation espèces protégées. L'écologue s'assurera du respect des engagements du groupement en matière de management environnemental du chantier.

Sans que cette liste ne soit limitative, la phase 3 couvre les mesures suivantes :

- Article 3.2, *Limitation des nuisances dues au trafic des véhicules* ;
- Article 3.3, *Limitation des nuisances acoustiques* ;
- Article 3.4, *Limitation des nuisances visuelles* ;
- Article 3.5, *Limitation des nuisances : vibrations* ;
- Article 3.6, *Limitation des nuisances : odeurs* ;
- Article 3.7, *Limitation des pollutions à proximité* ;
- Article 3.8, *Zones à gestion particulière*, dont le périmètre aura été défini par le groupement du MGP en accord avec l'arrêté relatif aux espèces protégées.

Tout manquement des entreprises à leurs engagements en termes de limitation des nuisances doit immédiatement être signalé par l'écologue au pouvoir adjudicateur.

La constatation par l'écologue de la bonne mise en œuvre de ces mesures de limitation se fera de façon mensuelle via le compte-rendu de visite de chantier.

2.3.3 Mission MT03 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique des éventuels travaux de fouilles archéologiques

Cette mission consiste à assister la maîtrise d'ouvrage pour le suivi écologique d'éventuels travaux de fouilles archéologiques à réaliser sur la parcelle du projet.

Détail de la mission

Les conclusions du diagnostic d'archéologie préventive, dont le suivi écologique est prévu avec la mission MTF2, permettront à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de la région PACA d'établir si des travaux de fouilles archéologiques sont à prévoir sur les terrains alloués au projet. Il est précisé que ces travaux de fouilles archéologiques seront à réaliser avant le démarrage des travaux d'aménagement du futur centre pénitentiaire et de sa voie d'accès.

La mission comprendra le suivi des mesures ERC mise en place suite à l'arrêté de DEP obtenu préalablement (mission MTF1), et ce pendant toute la durée des travaux de fouilles archéologiques.

Livrables

Pour chacune des actions listées ci-dessus, il est attendu de la part du titulaire les livrables suivants :

- Mise en place et tenu d'outils de suivi des mesures ERC à partager avec les maitres d'œuvre et entreprises qui auront la charge de ces travaux ;
- Réunions de présentation et de sensibilisation par rapport aux enjeux écologiques avant le démarrage des travaux sur site ;
- Balisage numérique sur une cartographie validée avec les entreprises des zones sensibles sur le plan écologique (zones à préserver) ;
- Suivi de chantier dans le but d'accompagner et de sensibiliser au mieux les entreprises par rapport au respect des mesures préconisées sur le plan écologique ;
- Réalisation de visites de chantier inopinées et rédaction des comptes-rendus associés ;
- Participation aux réponses à apporter aux sollicitations des services instructeurs (Préfecture, DREAL ... etc.) ;

3. ANNEXES

Les documents suivants sont fournis en annexe du présent CCTP :

- Annexe n°1 : Volet Naturel d'Etude d'Impact (VNEI)
- Annexe n°2 : Charte Chantiers Faibles Nuisances (CCFN)